

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7100>



# Les Cahiers de la Fraternité

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Les Cahiers  
de la fraternité

Date de mise en ligne : samedi 6 avril 2019

*Au souffle  
de la fraternité*

Mars 2019

Numéro  
**1**

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

Dans [ce premier numéro des "Cahiers de la Fraternité"](#), publié par le Centre Pastoral Saint-Merry, vous trouverez notamment deux articles consacrés à des interventions de militants de l'UJFP : un de Jean-Guy Greilsamer et l'autre de Pierre Stambul



Les Cahiers  
de la fraternité

*Au souffle  
de la fraternité*

Mars 2019

Numéro

1

**L'engagement de l'UJFP face à ce qui fait obstacle à la fraternité aujourd'hui, particulièrement en France**

Par Jean-Guy Greilsamer [\[1\]](#)

Cette intervention a été prononcée en juin 2017. Depuis, de nombreux événements et dispositions confirment la poursuite de la politique dénoncée : renforcement de la politique criminelle israélienne destinée à écraser la résistance du peuple palestinien, nouveaux massacres à Gaza, mesures contre les militants de la solidarité

internationale, discours du président Macron assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme, manifeste islamophobe signé par de nombreuses personnalités, nouvelles atteintes au droit d'asile, etc... Ces événements et ces dispositions suscitent aussi des mobilisations de protestation ou de solidarité.

L'Union juive française pour la paix (UJFP) est une association juive de personnes croyantes ou non-croyantes et aux parcours divers. La culture qui nous unit est la mémoire des résistances juives aux racismes, au fascisme, aux luttes anticoloniales, et notre attachement aux valeurs universelles de justice et d'égalité. Nous sommes un courant minoritaire dans la population juive, mais loin d'être minuscule [2].

Retraité, je suis issu d'une famille juive alsacienne, né de parents rescapés du génocide nazi, et j'ai eu une éducation juive rythmée par les fêtes et cérémonies familiales, dont ma Bar Mitzva. J'ai eu divers engagements militants ; je milite depuis 2003 à l'UJFP et, depuis 2009, à la Campagne BDS (dont fait partie l'UJFP) qui signifie Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet État se conforme au droit international.

Pour moi, la fraternité est une pratique qui devrait être très naturelle : c'est avoir plaisir à rencontrer des gens, vivre ou avoir des activités avec eux, dialoguer avec eux, apprécier leur diversité, être réactif face aux injus-tices ou autres malheurs qui peuvent les frapper, promouvoir avec eux un monde juste, épanouissant et convivial.

Le sujet discuté dans cette table ronde (« Comment les traditions religieuses abordent-elles la question de la fraternité quand le statut de l'étranger est en jeu ? ») renvoie à trois questions :

Dans quelles traditions religieuses nous reconnaissons-nous ?

Qui est considéré comme étranger : étranger pour qui et étranger à quoi ?

De quelle époque allons-nous parler ?

Pour la première question, l'UJFP se reconnaît dans les traditions religieuses d'accueil chaleureux des étrangers. Ainsi il est écrit dans le Deu-téronome (chap. 10, verset 1) : « Vous aimerez l'étranger, car vous avez été étrangers dans le pays d'Égypte ».

Pour la seconde question, la notion d'étranger est complexe, parce qu'une personne peut être considérée comme étrangère par certaines personnes mais pas par d'autres, et se baser sur la seule nationalité ne reflète que très partiellement la réalité. Je m'intéresserai ici aux seules personnes qui, en raison de leurs origines communautaires, religieuses ou simplement historiques, font l'objet de la part d'autres gens ou des pouvoirs publics d'un statut spécial ségrégatif, ou à vocation ségrégative pour eux-mêmes ou pour d'autres.

Quant à la troisième question, je m'intéresserai à notre époque et parti-culièrement à la situation en France, parce qu'il est également dans la tradi-tion juive de chercher à construire un monde meilleur.

En résumé, mon intervention tentera de répondre à la question : com-ment FUJFP conçoit-elle, au regard de Fainsi nommé « statut de l'étran-ger », l'engagement contre ce qui fait obstacle à la fraternité aujourd'hui, en particulier en France ?

Promouvoir en tant que Juif la fraternité aujourd'hui est indissociable de trois domaines d'engagements :

le rapport aux racismes ;

le rapport à la politique de l'État d'Israël et à ses conséquences ;

le rapport aux migrants, exilés ou réfugiés.

### **Le rapport aux racismes**

Notre rapport à l'engagement antiraciste repose sur deux considérations : il n'est pas simplement humanitaire, mais aussi politique, et nous ne cherchons pas en tant qu'association juive à automatiquement privilégier la lutte contre l'antisémitisme.

À l'issue du génocide nazi en Europe, il y a eu dans les populations juives deux bilans : le bilan « Plus jamais ça pour toute l'humanité » et celui « Plus jamais ça pour nous en tant que Juifs ».

L'UJFP se reconnaît dans le premier bilan et c'est pourquoi nous sommes solidaires de toutes les victimes du racisme aujourd'hui.

Quant au second bilan, il a généré les replis communautaires et dérivé vers la défense inconditionnelle de la politique de l'État d'Israël.

L'histoire, notamment contemporaine, montre que les racismes sont toujours liés à un contexte politique.

Aujourd'hui, en France et dans d'autres pays occidentaux, nous traversons une crise économique, sociale et civilisationnelle et, comme souvent dans ces périodes, des communautés servent de boucs émissaires en raison de leur origine culturelle, historique ou géographique, de leur religion, de leur mode de vie. Des courants politiques et l'État lui-même cherchent à diviser les gens, s'en prennent à diverses communautés, reproduisent le passé colonial de la France, s'appuient sur des préjugés racistes.

Ainsi les Roms sont complètement marginalisés, expulsés sans ménagements de leurs campements et de France, privés du droit au logement et des autres droits sociaux. L'UJFP participe à des collectifs de solidarité avec eux et, depuis plusieurs années, à la Fête de l'insurrection gitane qui commémore en France et dans d'autres pays européens le soulèvement, le 16 mai 1944, des femmes du « camp des familles tziganes » d'Auschwitz II- Birkenau.

De nombreux musulmans, en particulier arabo-musulmans, sont suspectés d'abriter des terroristes et sont sommés, ouvertement ou sournoisement, d'affirmer clairement qu'ils les condamnent. De telles exigences ne sont pas adressées, par exemple, aux communautés juives ou chrétiennes quand des exactions sont commises en leur sein. En même temps, de nombreuses exactions et agressions islamophobes restent impunies.

Nous participons à des collectifs et à des initiatives publiques contre l'islamophobie.

Les populations noires et métissées, en particulier les jeunes, subissent des contrôles au faciès et autres discriminations. Des policiers ont commis des meurtres restés impunis et des violences injustifiées contre des jeunes

issus de l'immigration.

Nous avons participé à la Marche pour la Justice et la Dignité du 19 mars 2017 à Paris et nous dénonçons avec d'autres associations et collectifs les atteintes aux libertés. Un climat répressif contre les mouvements sociaux et de solidarité internationale est volontairement entretenu dans le cadre de l'état d'urgence en cours depuis plus d'un an et demi et prolongé.

Des discriminations se sont développées sous prétexte aussi de la laïcité ou de la libération des femmes. Il y a depuis 2004 une loi contre le port du foulard dans les lycées ; il y a eu des dispositions contre l'accompagnement scolaire par les mamans voilées et, au cours de l'été dernier, cette ridicule affaire du burkini. L'UJFP est engagée dans le collectif « Mamans Toutes Egales ».

Dans toutes ces mobilisations que je viens d'évoquer - et je pourrais aussi parler des sans-papiers -, les populations visées ont apprécié que des Juifs soient engagés à leurs côtés.

### **Le rapport à la politique d'Israël et à ses conséquences**

Je vais aborder la question de l'antisémitisme et du rapport au régime israélien. Un rapport clair au régime israélien et à ses agents et soutiens en France est une question cruciale, pour plusieurs raisons.

L'État d'Israël prétend s'exprimer au nom des Juifs du monde entier. Il estime que les territoires d'Israël et de Palestine occupée lui appartiennent à lui seul, reléguant ainsi la population autochtone palestinienne au statut de population étrangère. En toute impunité, il dépossède continuellement le peuple palestinien, réprime sa résistance, cherche à le pousser au désespoir et à le faire capituler. C'est cette impunité d'Israël qui a conduit la société civile palestinienne à lancer le mouvement international BDS.

Les agents en France de l'État d'Israël, dont le CRIF (Conseil représentatif des Juifs de France), sont particulièrement virulents, exerçant un chantage permanent à l'antisémitisme contre les opposants au régime israélien et des pressions sur le gouvernement pour essayer de faire interdire le mouvement BDS, mouvement qui relève de la liberté d'expression.

Nos gouvernements successifs et des autorités municipales ou régionales soutiennent le régime israélien, leurs critiques n'étant que purement verbales. Je signale la circulaire gouvernementale Alliot-Marie/ Mercier, qui recommande aux parquets de poursuivre les militants qui appellent au BDS, et les dispositions anti-BDS de la Mairie de Paris et du Conseil régional d'Île-de-France.

L'antisémitisme, nous le reconnaissons, s'est manifesté gravement ces derniers temps : crimes de Mohamed Merah dans une école juive à Toulouse en mars 2012, assassinat de clients d'un magasin Hyper Cacher à Paris en janvier 2015, autres agressions, profanations de cimetières juifs, entretien des clichés antisémites selon lesquels les Juifs en tant que Juifs cherchent à dominer le monde, les médias, la finance ; il y a aussi l'antisémitisme sous couvert d'antisionisme tel que le pratiquent Dieudonné ou Alain Soral.

Mais il faut reconnaître aussi que l'État et d'importants courants politiques entretiennent un rapport malsain aux populations juives, un rapport dangereux qui ne peut que favoriser l'antisémitisme et simultanément les discriminations à l'encontre des populations musulmanes ou supposées telles. C'est d'identifier l'ensemble des Juifs au régime israélien, considérer que le CRIF qui soutient ce régime est un interlocuteur qui représente l'ensemble de la population juive, essayer d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme et interdire le mouvement BDS.

### Masquer le soutien à un État d'apartheid

Cette situation est insupportable. Elle repose sur des arguments purement mensongers destinés à masquer le soutien à un État colonial et d'apartheid. C'est bien l'idéologie sioniste, reposant historiquement sur le point de vue que le seul remède à l'antisémitisme est de créer un État réservé aux Juifs, qui a conduit à la situation catastrophique d'aujourd'hui en Palestine et Israël.

Dans le monde entier, aux États-Unis et dans beaucoup d'autres pays dont la France et même Israël, de plus en plus de Juifs sont révoltés par les crimes commis en leur nom, soutiennent les droits du peuple palestinien et sa résistance, rallient le mouvement BDS ou les mobilisations pour la liberté d'expression de BDS, liberté largement reconnue par de nombreuses autorités et d'importantes associations ou organisations. Signalons que grâce au lancement d'une souscription par deux membres de l'UJFP ayant séjourné à Gaza en mai-juin 2016, un château d'eau destiné à l'irrigation permanente des récoltes a été construit dans le village de Khuza'a et que sa façade porte l'inscription « UJFP » en gros caractères [3].

Face à nos mobilisations de solidarité avec le peuple palestinien et les Juifs israéliens anticolonialistes, et à nos engagements dans la campagne BDS, les représentants autoproclamés de la communauté juive française et les autorités israéliennes nous considèrent comme des traîtres ayant « la haine de soi ». Nous avons été plus d'une fois, ainsi que d'autres militants de la cause palestinienne, visés par des bandes fascistes juives, telles que la Ligue de défense juive (LDJ), interdite aux États-Unis, la Brigade juive ou le réseau Ulcan - ce qui m'est d'ailleurs arrivé personnellement en 2015.

Nous avons lancé en mai 2016 un appel juif pour le BDS, qui a eu un important écho. Tant que l'État d'Israël, qui bafoue constamment le droit international, restera largement impuni, il poursuivra sa politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique.

La politique que nous combattons stimule l'antisémitisme et, en même temps, l'islamophobie, parce que l'État d'Israël est considéré par ses sup-porteurs et ses complices comme un modèle de lutte antiterroriste, cet État assimilant les résistants palestiniens aux terroristes auteurs d'attentats comme ceux revendiqués par Daech.

De fait, l'État d'Israël est dans le monde occidental à l'avant-garde d'un type de société sécuritaire, fondé sur des discriminations, ciblant des populations colonisées ou néo-colonisées suspectées d'abriter des terroristes. Il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que des politiciens prônent ce qu'ils nomment une « israélisation » de la société française.

L'antisémitisme en France est valorisé par les pouvoirs publics, qui considèrent souvent ce racisme comme étant plus grave que les autres racismes et pratiquent alors le « deux poids-deux mesures » face aux agressions racistes. Les personnes victimes de ces autres racismes, notamment parmi les jeunes des quartiers populaires, apprécient de rencontrer des Juifs qui dénoncent ce « deux poids-deux mesures ».

Voici deux exemples flagrants et scandaleux de ce traitement particulièrement injuste.

Il y a quelques années, un représentant de Tsahal, l'armée israélienne, a été officiellement invité à la grande synagogue de Paris, lieu de culte, et il a été annoncé la possibilité de recrutement de fidèles répondant à cette invitation. Le gouvernement n'a pas jugé utile d'interdire cette initiative. Qu'en aurait-il été si une invitation similaire avait été organisée dans une mosquée ?

Autre exemple : des jeunes, ou des moins jeunes, organisent très officiellement des séjours de participation dans l'armée israélienne, ce qui a été le cas au cours des derniers massacres à Gaza, puis ils reviennent en France sans être inquiétés par les pouvoirs publics, alors qu'en revanche Israël n'hésite pas à refouler des militants solidaires des droits du peuple palestinien.

Dans le même ordre d'idées, je cite le cas des dons à des associations israéliennes fers de lance de la dépossession du peuple palestinien, tels le KKL (Fonds national juif) ou l'Association pour le bien-être du soldat israélien. Ces dons étant déductibles des impôts, le contribuable français participe au financement de l'occupation israélienne.

Il est impossible d'être Juif et attaché à une société fraternelle sans faire connaître de tels faits !

### **Le rapport aux migrants, exilés ou réfugiés**

Quel est le rapport de l'UJFP aux migrants, exilés, réfugiés ?

Construire une société fraternelle et solidaire, c'est aussi accueillir dignement les réfugiés, et ce d'autant plus que les pays occidentaux portent une lourde responsabilité dans les processus qui ont conduit aux migrations de nombreuses personnes originaires de pays ou régions où leur situation quotidienne est devenue insupportable.

Nous participons au collectif « Délinquants solidaires », qui soutient les personnes poursuivies pour aide à des migrants.

Nous avons nous-mêmes eu, en tant que Juifs, une expérience de la solidarité lors de la dernière guerre mondiale, et c'est pourquoi nous avons publié le 6 avril 2017 le « Manifeste des enfants cachés », qui a eu un écho important :

« Sans la solidarité de délinquants, nous ne serions pas la !

L'heure est à la renaissance d'un délit de solidarité. Dans la vallée de la Roya, à Calais, à Paris, à Norrent-Fontes, à Boulogne, à Loos, à Perpignan, à Saint- Etienne, à Meaux..., des militants et des citoyens qui ont manifesté concrètement leur solidarité désintéressée aux réfugiés ou aux Roms, sont intimidés, menacés, poursuivis par les autorités.

Nous soussignés, enfants juifs cachés pendant la Seconde Guerre mondiale pour échapper à la déportation, déclarons solennellement : si nous sommes en vie, c'est parce que des délinquants solidaires ont désobéi, nous ont cachés, nous ont nourris, en dépit des lois de Vichy et de l'occupant. Ils ont ouvert leur porte, falsifié notre identité, ils se sont tus, ignorant les injonctions de la police et de l'administration, ils ont emprunté des chemins de traverse face à la persécution...

Leur solidarité est aujourd'hui reconnue publiquement. Nous leurs sommes reconnaissants, comme nous le sommes au courage de nos parents qui ont fait le dur choix de se séparer de nous et de transformer leurs enfants en « mineurs isolés ».

Mais ce devoir de solidarité s'applique aussi aujourd'hui et nous réclamons la fin de ces procédés d'intimidation. Nous proclamons la légitimité du droit de regard des citoyens et des citoyennes sur les pratiques de l'administration, de la justice ou de la police. Nous sommes solidaires avec celles et ceux qui se montrent solidaires des personnes en situation de précarité sans se soucier de savoir si elles sont ou non en situation régulière quant au séjour. Nous passons le flambeau de la solidarité aux lanceurs d'alerte, aux citoyens critiques des politiques xénophobes, aux solidaires du quotidien »

Après vous avoir lu ce manifeste, je tiens à souligner que pour la plupart des questions que j'ai évoquées nous pouvons parler d'une faillite morale des autorités religieuses juives, ces autorités s'obstinant en particulier à défendre l'indéfendable concernant la nature du régime israélien.

Avant de conclure, je veux vous recommander tout particulièrement trois livres écrits par des militants de FUJFP.

Le premier, *Une Parole juive contre le racisme*, qui a reçu le concours du Commissariat général à l'égalité des territoires, expose le point de vue de l'UJFP sur les racines du racisme, l'histoire de l'antisémitisme et ce qu'il en est des différents racismes aujourd'hui en France. Le livre a fait l'objet de discussions dans de nombreuses villes, dans des librairies, en milieux scolaires, lors de réunions publiques et d'un stage de syndiqués de l'Éducation nationale. Les participants ont souvent abordé les questions liées à Israël, assimilé la distinction entre antisémitisme et antisionisme, été sensibles au fait que nous ne voulons pas privilégier l'antisémitisme. Des jeunes ont demandé pourquoi nous combattons Dieu-donné, nous ont interpellé sur des questions d'interdits vestimentaires dans leur établissement, sur le rapport entre le fait que nous sommes juifs et que nous militons pour la Palestine, etc.

Le second livre est *Chroniques de Gaza, mai-juin 2016*, récit du voyage de deux militants de FUJFP, Sarah Katz et Pierre Stambul, à l'issue duquel ils ont promu le financement du château d'eau que j'ai évoqué.

Dans le troisième livre, *Mirage gay à Tel-Aviv*, le journaliste Jean Stern, l'un des fondateurs du magazine homosexuel *Gai Pied* en 1978, démonte les mécanismes du « pinkwashing », cette politique d'Israël qui consiste à se faire passer pour un État très ouvert aux personnes LGBT, c'est-à-dire non hétérosexuelles, cette stratégie servant en réalité à masquer sa politique coloniale.

Je signale aussi *Israël-Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, écrit par un collectif comprenant notamment Nurit Peled-Elhanan, anticolonialiste juive israélienne, Saillira Alayan, Palestinienne, André Rosevègue de l'UJFP, et six autres rédacteurs.

Pour conclure, je précise que sur toutes les questions que j'ai abordées des résistances se développent, qu'il s'agisse des mobilisations antiracistes, des mobilisations de solidarité avec le peuple palestinien, contre l'impunité d'Israël, ou pour un accueil digne des réfugiés. Parfois difficiles, souvent encourageantes, toujours persévérantes, ces résistances manifestent concrètement la volonté d'une société fraternelle quelles que soient les origines des personnes. **J.-G. G.**

### BIBLIOGRAPHIE

Omar Barghouti, *Boycott, Désinvestissement, Sanctions : BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine*, Paris, éd. La Fabrique, 2010.

Jean-Pierre Bouché, *Palestine : pins d'un siècle de dépossession*, Paris, éd. Scribest, 2017.

Brigitte Challande, Véronique Hollebecque, Sarah Katz, Franck Mérat, Pierre Stambul, Annie Vera, *Gens de Gaza. Vivre dans l'enfermement. Témoignages 2011-2016*, Paris, éd. Riveneuve, 2017. DVD multilingue inclus.

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tevanian, *Les Filles voilées parlent*, Paris, éd. La Fabrique, 2008.

Alain Gresh, *Israël, Palestine : vérités sur un conflit*, Paris, éd. Fayard, 2010.



*Ilan Halevi, Islamophobie et judéophobie : l'effet miroir, Paris, éd. Syllepse, 2015.*

Roland Lombard et Marilyn Pacouret, *Israël-Palestine : le conflit dans les manuels scolaires*, Paris, éd. Syllepse, 2014.

Yakov M. Rabkin, *Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition pave au sionisme*, Québec, éd. Presses de l'université de Laval, 2004.

Yakov M. Rabkin, *Comprendre l'Etat d'Israël : idéologie, religion et société*, Montréal, éd. Écosociété, 2014.

Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, éd. Le Grand livre du Mois, 2008.

Eyal Sivan et Armelle Laborie, *Un Boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel de l'Etat d'Israël*, Paris, éd. La Fabrique, 2016.

Pierre Stambul, *Le Sionisme en question*, La Bussière, éd. Acratie, 2014.

Jean Stern, *Mirage gay a Tel-Aviv*, Paris, éd. Libertalia, 2017.

UJFP, *Une Parole juive contre le racisme*, Paris, éd. Syllepse, 2017 ; 2e éd. en 2018.

Richard Wagman, *La Palestine, une question juive*, Saint-Denis, éd. Édilivre, 2014.

Ben White, *Etre Palestinien en Israël*, Cahuzac-sur-Vère, éd. La Guillotine, 2015.

---

## Antisionisme-antisémitisme : pourquoi et comment éviter le confusion

Pierre Stambul

*Dans une conférence donnée le 27 juin 2018 en l'église St-Merry, Pierre Stambul, coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), a expliqué pourquoi il est important de ne pas confondre antisionisme et antisémitisme.*

*Une explication bienvenue alors que les plus hautes autorités de la République française (à commencer par le président Macron) entretiennent ce funeste amalgame au prétexte de mieux combattre l'antisémitisme, en réalité pour ne pas déplaire aux partisans inconditionnels de l'État d'Israël. Au risque de faire passer tous les juifs de France pour des partisans de la politique d'occupation, de colonisation et d'apartheid pratiquée par cet État à l'encontre des Palestiniens - ségrégation renforcée par la loi constitutionnelle israélienne du 19 juillet 2018 dite de l'État-nation, qui officialise l'inégalité entre juifs et non juifs et promeut la colonisation au rang de « valeur nationale » à soutenir et à développer...*

*Le message de Pierre Stambul est clair : oui, il est permis (car relevant de la liberté d'expression démocratique) et*

*même nécessaire (du fait de nos engagements pour la justice et la paix) d'analyser sans complexe la véritable nature du sionisme. Idéologie nationaliste non fondée historiquement, ce système politique est devenu un outil de reconquête coloniale pour des dirigeants occidentaux frustrés des indépendances acquises par les peuples d'Afrique et d'Asie dans les années 1960.*

### **Texte intégral de l'intervention de Pierre Stambul**

Fondée en 1994, l'union Juive Française pour la Paix (UJFP) s'est surtout développée à partir de la seconde Intifada (2000-2002). Notre idée de départ était de dire : « Pas de crimes en notre nom ! » Quelle que soit la forme de notre attachement au judaïsme, nous n'avons rien à voir avec les crimes commis par l'État d'Israël. Petit à petit, surtout en militant et en allant sur le terrain, nous avons découvert les véritables mots qu'il faut employer pour définir le conflit israélo-palestinien : occupation, colonisation, apartheid, racisme (qui, dans notre éducation juive, est un interdit absolu), et même maintenant crime de guerre et crime contre l'humanité.

Rapidement l'UJFP a adopté comme position fondamentale le soutien à l'appel palestinien au BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) contre l'État d'Israël parce que les trois grandes revendications des Palestiniens - liberté, égalité, justice - sont des droits de l'homme universels. Nous disons souvent que nous sommes profondément antisionistes parce que juifs, que le sionisme est non seulement un crime contre les Palestiniens mais aussi une forme de suicide collectif pour les juifs, en tout cas une large négation de notre histoire et de notre identité.

Beaucoup d'entre nous sommes liés familialement - c'est mon cas - au génocide nazi, d'autres au monde arabe - ce sont des juifs arabes - et à cette douleur de la séparation entre juifs et arabes au Maghreb voulue notamment par le décret Crémieux.

### **QU'EST-CE QU'ÊTRE JUIF ?**

Avant de parler d'antisémitisme, il faut d'abord dire ce que c'est qu'être juif. On ne peut pas résumer le mot juif à son sens religieux. La majorité des membres de l'UJFP ne sont pas croyants - moi-même je suis l'arrière arrière petit-fils du grand rabbin d'Odessa, mais dans ma famille on n'est pas croyant depuis deux générations.

Au départ, quand on pense juif, on pense instantanément à la Bible. Or c'est un livre religieux, pas un livre d'histoire.

Le passé des juifs, tel qu'il est décrit dans la Bible - comme l'arrivée d'Abraham de Mésopotamie, l'entrée et la sortie des juifs en Égypte, l'épisode de Moïse -, ne sont pas des faits reconnus comme historiques par les historiens.

Et, ce qui est plus important dans la situation présente, la conquête sanglante de Canaan par Josué n'est pas considérée comme un phénomène historique ; les Hébreux étaient un peuple autochtone, ils ne se sont pas conquis eux-mêmes. Fort heureusement, car aujourd'hui les colons de Cisjordanie disent en évoquant la prise de Jéricho ou d'autres événements de ce type, que Dieu a donné cette terre aux juifs qui ne font donc que rentrer dans leur pays ; il n'y a pas d'attestation historique de cette question-là.

### **Pas de trace historique d'exode massif**

Les sionistes disent, chose importante, qu'en 70 après J.-C., quand les troupes romaines prennent Jérusalem et détruisent le deuxième Temple, des centaines de milliers de juifs se sont répandus dans le monde, principalement dans le bassin méditerranéen mais aussi en Orient, que les juifs d'aujourd'hui sont leurs descendants et que grâce au sionisme ils font leur retour dans leur pays.

C'est la théorie centrale du sionisme : nous avons été des exilés et grâce au sionisme nous rentrons chez nous, avec

un attachement indéfectible à cette terre. Cette affirmation ne résiste pas à la confrontation des historiens avec les documents. Il n'y a aucune trace d'un exode massif au moment de la prise de Jérusalem.

150 ans avant la destruction du Temple, la religion juive était déjà largement répandue en Orient (où un certain nombre de juifs n'avaient pas quitté la Mésopotamie) et dans tout le bassin méditerranéen (il y avait des juifs à Alexandrie, à Carthage, en Espagne, à Rome, en Gaule). Il n'y a pas eu d'exil ni de retour. Les juifs d'aujourd'hui sont très largement des descendants de convertis de différentes époques et de différentes régions. Moi-même qui suis 100 % juif par mes deux parents, je n'ai pas le type proche-oriental pour une raison assez simple. Déjà, sous l'Empire romain, au moment où la religion romaine traditionnelle s'affaiblissait, plusieurs religions étaient en concurrence : le judaïsme (qui à l'époque était une religion largement prosélyte), le christianisme (lui-même issu du judaïsme), et d'autres cultes comme ceux d'Isis ou de Mithra. On estime qu'à l'apogée de l'Empire romain, environ 10 % de la population de l'Empire était juive (Italiens, Grecs, Gaulois, Égyptiens).

Quand le christianisme l'emporte définitivement à la fin du IV<sup>e</sup> siècle après J.-C., toute une série d'interdits sont décrétés contre les autres religions, en particulier contre le judaïsme.

D'une certaine façon, le christianisme a la responsabilité initiale de ce que j'appellerais au début l'antijudaïsme plutôt que l'antisémitisme. C'est une concurrence religieuse et quand le christianisme l'emporte, il impose des interdits aux juifs (le plus important étant pendant tout le Moyen Âge l'interdiction de posséder la terre), il crée des stéréotypes racistes comme celui du « peuple déicide » (abrogé seulement au concile Vatican II) ou l'accusation de crimes rituels. A contrario, il confie aux juifs des métiers interdits aux chrétiens pour des raisons idéologiques (comme la banque et l'usure) ; les juifs n'étaient pas majoritairement banquiers ou usuriers (ils étaient pour la plupart artisans ou colporteurs), mais cette affectation de tâches indignes les a stigmatisés aux yeux des chrétiens.

Les premières expulsions de juifs ont eu lieu sous les Wisigoths en Espagne, avant l'arrivée des Arabes. Puis il y aura des spoliations, des massacres. Ainsi la France a expulsé ses juifs à une dizaine de reprises, au point qu'au moment de la Révolution, il ne restait de juifs que dans les régions périphériques récemment annexées (Alsace, Bayonne, Avignon).

En Europe, l'expulsion la plus emblématique a été celle d'Espagne qui a commencé par un gigantesque massacre en 1391 en Andalousie et a conduit à la fin du XV<sup>e</sup> siècle à l'expulsion définitive des juifs vers l'Afrique du Nord et l'Empire ottoman. Avec cette particularité que l'Inquisition espagnole a inventé une chose qui est un peu le précurseur de l'antisémitisme moderne, la *limpieza de sangre* (pureté du sang), c'est-à-dire qu'on vérifiera chez des chrétiens, deux ou trois siècles après l'expulsion, s'ils n'ont pas eu d'ancêtres juifs et qu'on les condamnera pour cela parfois au bûcher. Les grands massacres de juifs ont commencé avec la première croisade dans la vallée du Rhin, et les grands massacres emblématiques suivants auront lieu essentiellement en Europe de l'Est.

### **Des juifs convertis sans lien avec la Palestine**

D'où venaient ces juifs européens, notamment ceux d'Europe de l'Est ? Les juifs du Maghreb étaient des Berbères convertis au judaïsme. Les Juifs espagnols (10 % de la population au XIV<sup>e</sup> siècle) étaient des Espagnols probablement convertis à l'époque romaine. Les Juifs ashkénazes - comme moi-même - sont certainement les descendants des Khazars, population d'un empire des steppes situé entre la mer Caspienne et la mer Noire.

Donc les juifs d'aujourd'hui sont très majoritairement des descendants de juifs convertis, qui n'ont pas grand'chose à voir avec la Palestine. Les vrais descendants des Judéens de l'Antiquité sont ceux qui sont toujours restés sur place, c'est-à-dire les Palestiniens, qui ont été majoritairement juifs, puis majoritairement chrétiens, puis majoritairement musulmans. La Palestine a cette particularité que les trois religions y ont cohabité pendant une quinzaine de siècles

et qu'avant l'arrivée du sionisme, il y avait en gros en Palestine 80 % de musulmans, 16 à 17 % de chrétiens et 3 à 4 % de juifs. Donc la théorie de l'exil et du retour des juifs est une théorie fausse.

L'antijudaïsme est une invention chrétienne, avec des hauts et des bas. S'il n'y a pas toujours eu des périodes de grands massacres dans l'Europe chrétienne - à certains moments les juifs ont été protégés, même en Pologne où ils ont été appelés par les rois qui avaient besoin d'eux pour développer leur économie - globalement l'histoire du judaïsme occidental est assez sombre.

Qu'en était-il des juifs dans le monde musulman ? Aujourd'hui, les sionistes prétendent que l'antisémitisme est venu du monde arabe.

Maintenant qu'ils sont amis avec les pires antisémites européens, les sionistes tendent à minimiser l'antisémitisme européen pour dire que l'antisémitisme a été arabe ou musulman. Cette hypothèse ne tient pas non plus.

Dans le monde dit arabo-musulman, avant l'arrivée du sionisme, il y avait pour les religions du Livre le statut de dhimmi (protégé). Ce n'était certes pas la citoyenneté (qui n'existait nulle part ailleurs) mais en gros les juifs s'auto-administraient, ce qui fait que pendant 1 500 ans de cohabitation, il n'y a pas eu d'exemple dans le monde arabe de quelque chose qui ressemble aux grands pogroms, aux grands massacres ou aux grandes expulsions que les Juifs ont connus en Europe (comme en Espagne ou en Ukraine au XVIIe siècle).

## DE L'ANTIJUDAÏSME À L'ANTISÉMITISME

Comment est-on passé de l'antijudaïsme à l'antisémitisme au XIXe siècle ?

### L'antisémitisme, un phénomène européen

L'antisémitisme est un phénomène européen qui démarre assez curieusement avec la Révolution française et l'émancipation des juifs. La Révolution fait que pour la première fois, les Juifs français - peu nombreux à l'époque, environ 20 000 personnes - ont droit à la citoyenneté. Napoléon codifie cela en créant des institutions juives spécifiques. Cette émancipation avait déjà commencé en Allemagne au début du XVIIIe siècle où les Juifs, s'ils se convertissaient, pouvaient accéder à des postes importants ; beaucoup d'Allemands célèbres sont des convertis ou des descendants de convertis : le compositeur Mendelssohn, le poète Heine, le philosophe Karl Marx, etc.

Peu à peu ce phénomène s'étend à l'Europe orientale, où vivent le plus grand nombre de Juifs. En 1881, l'Empire russe (qui comprend alors la Pologne, l'Ukraine et d'autres provinces aujourd'hui indépendantes) compte six millions de Juifs, soit les 2/3 des Juifs du monde entier. Sur ce nombre, 5,5 millions vivent dans une « zone de résidence » (une obligation depuis l'impératrice Catherine II). Dans cette zone, partie occidentale de l'Empire entre mer Baltique et mer Noire (c'est là que mes grands-parents paternels et maternels sont nés), les Juifs formaient environ 10 % de la population.

On ne comprend pas la révolution russe si on n'a pas à l'esprit la situation particulière de cette population juive lettrée et en même temps sous prolétarisée (avec l'interdiction de posséder la terre). Assez naturellement, dans la seconde moitié du XIXe siècle, une partie importante de ces Juifs russes abandonne la religion et s'engage dans les partis laïcs ou révolutionnaires, un phénomène que l'on retrouve en Allemagne.

C'est à ce moment-là, quand explosent les nationalités, qu'on passe de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial.

Les trois grands empires - ottoman, russe et autrichien - sont affaiblis, confrontés à des mouvements nationalistes très forts qui demandent l'indépendance : en Grèce, en Pologne, en Slovaquie, en Serbie. Ce qui va unifier ces nationalismes - c'est très inquiétant car c'est en train de renaître à notre époque - c'est la volonté de créer des États ethniquement purs. Or le Juif est considéré comme l'élément impur qui empêche la construction d'États ethniquement purs. Comme l'écrit un journaliste allemand dans les années 1860, le mot antisémite est un mot de l'ennemi.

### **Naissance de l'idéologie raciale**

La seconde moitié du XIXe siècle est l'époque raciale, où l'on invente la notion d'Indo-Européens (largement remise en cause par les historiens d'aujourd'hui) et le concept de races (notamment les races aryennes et sémites) ; c'est aussi l'époque où se développent les dangereuses théories eugénistes.

C'est aussi le temps des conquêtes coloniales. Très naturellement, et même parfois aussi à gauche hélas, se développe l'idée que le colonialisme, ce sont des peuples plus développés qui vont apporter la civilisation à des peuples arriérés qui « ne sont pas entrés dans l'histoire » (vous connaissez le discours). Cette conjonction de phénomènes conduit à une explosion de l'antisémitisme à la fin du XIXe siècle. Les théoriciens des races (le Français Gobineau, l'Anglais Chamberlain, etc.) vont faire le lit d'un antisémitisme beaucoup plus violent qui va éclore en Allemagne avec le nazisme.

C'est en cette fin du XIXe siècle qu'apparaît le sionisme. D'abord chez des intellectuels qui sont plutôt des bourgeois du monde anglo-saxon ou de l'Empire austro-hongrois - le plus emblématique étant Theodor Herzl (1860-1904) - qui destinent ces idées sionistes aux masses juives de l'Est (Polonais, Russes).

Théorie de la séparation, le sionisme plaît aux antisémites

Dès sa création le sionisme affirme que l'antisémitisme est inévitable, qu'il est inutile de le combattre, que la seule solution est de partir et de créer un État juif. Herzl, témoin du procès Dreyfus comme correspondant d'un journal autrichien, en conclut que s'il y a autant d'antisémites en France il faut partir. Or l'affaire Dreyfus n'a pas été uniquement l'affaire des juifs, elle a été aussi celle de toute la société française, et finalement c'est la moitié progressiste de la société qui l'a emporté puisque Dreyfus sera réhabilité et pourra rentrer en France. De même Herzl verra les premiers grands pogroms organisés par l'Okhrana, la police politique russe - dont le plus emblématique fut le pogrom de Kichinev en 1903 (que ma grand-mère maternelle a vécu). Là aussi Herzl en tire l'idée qu'il faut partir, alors qu'il existait en Russie un parti socialiste révolutionnaire juif, le Bund, qui dès ce pogrom organise des milices d'autodéfense grâce auxquelles il n'y aura plus de grands pogroms. Pourtant ces exemples de sursaut positif n'entament pas la résolution de Herzl.

Très rapidement le sionisme devient une théorie de la séparation qui plaît beaucoup aux politiciens antisémites du début du XXe siècle.

Herzl rencontre tous les dirigeants antisémites européens (y compris le ministre du tsar qui avait organisé des pogroms) et leur dit : vous avez le même but que nous, vous voulez qu'un maximum de Juifs quittent l'Europe. Il essaie de vendre l'idée sioniste à tout le monde et même s'il a du mal au début, il y a quelque chose dans son discours qui séduit. Car dans l'antisémitisme européen les Juifs, même quand ils accèdent socialement à la bourgeoisie, sont considérés comme des parias asiatiques inassimilables. Or les sionistes proposent aux dirigeants européens d'en faire des colons européens en Asie, « un pont avancé de la civilisation occidentale contre la barbarie orientale ». Cette idée leur plaît beaucoup et Herzl va récolter de nombreux fonds pour financer les débuts du colonialisme sioniste.

### **L'appui des chrétiens sionistes**

Il faut savoir qu'avant le sionisme juif avait existé le sionisme chrétien, qui fait aujourd'hui beaucoup de ravages.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle apparaît l'idée, essentiellement dans le monde protestant évangélique, que les Juifs doivent revenir en Terre sainte pour chasser le Mal (Armageddon) assimilé aux Arabes, et ensuite bien sûr se convertir à la vraie foi (le christianisme) sinon ils disparaîtront.

Les chrétiens sionistes étaient de vrais antisémites. Un des premiers fut le puritain anglais Cromwell (qui renversa le roi Charles I<sup>er</sup> et gouverna l'Angleterre de 1648 à 1658). Le plus célèbre des chrétiens sionistes est lord Arthur Balfour qui, comme beaucoup de dirigeants politiques occidentaux de l'époque, était un antisémite assez pathologique - quand il était premier ministre en 1905, il dénonçait ces « juifs pouilleux polonais » qui venaient semer la révolution à Londres... Mais en 1917, lorsque la Grande-Bretagne lance ses troupes contre l'Empire ottoman, il signe la « déclaration Balfour » qui promet à la direction sioniste que la Palestine à reconquérir deviendra un État juif.

Ce n'est pas contradictoire : pour Balfour, les Juifs en Europe, ça n'est pas acceptable, mais en Palestine ils seront des colons britanniques travaillant pour les intérêts de la Couronne.

Dès le début, sionisme et antisémitisme ont donc été complices et totalement convergents sur une même idée : débarrasser l'Europe de ses Juifs et les mettre ailleurs, avec également la conviction commune que Juifs et non juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ni dans le pays d'origine ni dans l'État juif à construire.

### **Une invention du peuple, de la langue et de la terre**

Il faut parler de ce qu'a été le colonialisme sioniste. Le sionisme est un nationalisme très curieux.

Quand il existait un nationalisme polonais, serbe ou slovaque, il y avait une terre où Polonais, Serbes ou Slovaques étaient majoritaires, alors que les juifs n'étaient majoritaires nulle part - le maximum était la « zone de résidence » de l'Empire russe où ils représentaient 10 % de la population. Au lieu de créer un État juif en Europe où ils n'étaient majoritaires nulle part, ils ont choisi la Palestine pour des raisons religieuses. Là-aussi c'est un non sens.

Les Haredim - les juifs orthodoxes- ont été très longtemps (jusqu'en 1967) majoritairement antisionistes, pour des raisons religieuses. En effet, le judaïsme est une religion messianique (il est interdit de retourner en Terre sainte avant l'arrivée du Messie), la langue hébraïque est uniquement à usage religieux (donc inventer un hébreu profane est aussi une injure à la religion). Ainsi, quand les juifs chassés d'Espagne à la fin du X<sup>e</sup> siècle ont été accueillis dans l'Empire ottoman, ils se sont installés à Salonique, à Smyrne, à Sarajevo, mais pas à Jérusalem ni à Hébron parce que c'est interdit par la religion juive.

Donc en 1904, l'idée sioniste de séduire les religieux en choisissant la Palestine a été un échec. Presque tous les rabbins allemands ont pétitionné contre le sionisme en disant : ça va nous diviser, ça va nous mettre les Arabes à dos, c'est contraire à la volonté des juifs allemands de s'intégrer et c'est incompatible avec la religion juive. Au départ, la très grande majorité des autorités religieuses ont donc été clairement antisionistes.

Quand les sionistes ont décidé quand même de partir en Palestine, ils ont dû s'inventer toute une histoire ; leur nationalisme a inventé un peuple, une langue et une terre.

Mais y a-t-il un peuple juif ? Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas les descendants des Judéens de l'Antiquité - qui seraient plutôt les Palestiniens actuels. Il y a certainement eu un peuple judéo-berbère en Afrique du Nord formé de Berbères convertis au judaïsme. Il y a eu un peuple yiddish qui parlait une langue germanique avec des mots slaves et hébraïques en Europe de l'Est. Il y a eu un peuple sépharade, descendant des juifs chassés d'Espagne et qui parlait le judéo-espagnol (ladino). Mais on ne peut pas dire qu'il y ait un peuple juif - par exemple il serait absurde pour moi de prétendre que j'appartiens au même peuple que les Falachas d'Ethiopie ou les juifs yéménites. Il y avait des langues juives (le ladino, le judéo-berbère, le yiddish) mais l'hébreu était interdit.

Quant à la terre, qu'on soit laïc ou religieux, il n'y avait aucun attachement à la celle de Palestine - « l'an prochain à Jérusalem », ça veut dire que nos pensées vont vers Jérusalem comme celles des musulmans vont vers La Mecque, ça ne signifie pas qu'on veuille vivre à Jérusalem, y établir un État à la place des Palestiniens. Le « peuple élu », cela signifie le peuple qui a plus de responsabilités que les autres, pas celui qui a plus de droits et qui peut chasser indûment les autochtones. Donc il y a eu une invention du peuple, de la langue et de la terre.

### **Un colonialisme de remplacement**

Le colonialisme sioniste a été un colonialisme particulier, assez différent du colonialisme français au Maghreb ou en Afrique, parce qu'il ne visait pas à asservir le peuple colonisé pour l'exploiter mais à le chasser pour prendre sa place.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Israël, il faut garder à l'esprit que dès le départ il y a ce mensonge historique (« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ») avec l'idée que les autochtones ne sont pas chez eux puisque c'est nous qui rentrons chez nous, donc il faut les chasser.

Le ralliement de la majorité des élites sionistes à cette idée du transfert s'est fait au début des années 1920. Ben Gourion, reconnaissant que les fellahs palestiniens étaient probablement les descendants des Hébreux - il n'avait pas tort sur ce point -, a cru qu'ils allaient de ce fait se convertir au sionisme - là il n'avait rien compris.

Dès les premières révoltes palestiniennes contre la colonisation sioniste, le consensus chez les Juifs a donc été qu'il fallait tous les expulser.

Le sionisme a aussi raconté cette histoire mythique de l'exil et du retour qui n'a strictement aucun sens quand on lit ce qui se passe en Palestine après la déclaration Balfour. Les grandes vagues d'immigrants qui arrivent sont des Européens qui débarquent dans une Asie avec laquelle ils n'ont absolument rien de commun et c'est clairement un type d'invasion coloniale. Dès le début ce colonialisme n'a fait aucune place aux Palestiniens. Ceux-ci vont se révolter (en 1920, en 1929 puis en 1936-1939 dans une grande révolte sanglante où les Anglais bombardent et déciment les élites palestiniennes), et à chaque fois les sionistes feront tout ce qu'il faut pour expulser les Palestiniens.

### **Sionisme et génocide nazi**

On me demande souvent si la création de l'État d'Israël a été une réponse à l'antisémitisme et au génocide nazi. Je réponds clairement non.

Les institutions qui ont expulsé les Palestiniens de leur propre pays ont été créées trente ou quarante ans avant la Seconde Guerre mondiale et la fondation d'Israël. La banque coloniale juive, celle qui lève des fonds pour financer des colonies agricoles, date de 1898 ; le KKL (Keren Kayemet LelIsraël ou Fonds national juif), qui plante des arbres là où il y avait des villages palestiniens pour faire disparaître leurs traces, est créé en 1901 (c'est le même qui détruit encore aujourd'hui des villages palestiniens dans le Neguev) ; la Haganah, l'ancêtre de l'armée, est fondée en 1920 ; le syndicat Histadrout (en fait un faux syndicat, un État dans l'État, qui a bâti toute l'infrastructure de l'État d'Israël) a été créé en 1920 avec pour article premier la « défense du travail juif » (imaginez le tollé en France si un syndicat mettait dans ses statuts la « défense du travail français » !), et le premier acte de la Histadrout en 1920 a été une grande campagne « Achetez juif et boycotez les produits arabes ! », donc avec l'idée de deux sociétés séparées.

Il faut bien avoir cela à l'esprit : la question de la séparation et de la négation des droits et de l'existence des Palestiniens ne date pas de 1948 mais de vingt ou trente ans auparavant. On cite souvent le kibboutz comme un grand exemple de socialisme. Comme l'a écrit l'historien israélien contestataire Shlomo Sand, le kibboutz a été en

réalité un instrument de conquête car il était impossible de conquérir cette terre par un colonialisme individuel. On a donc installé les kibboutz là où il y avait beaucoup d'Arabes (aux frontières, dans le nord du Neguev, en Galilée) et ils étaient réservés aux juifs (si un kibboutzim avait la mauvaise idée de tomber amoureux d'une Palestinienne, il était aussitôt expulsé du kibboutz).

Aujourd'hui les kibboutz ont privatisé leurs cantines collectives, ils sont cotés en bourse, ils ont d'autres activités, etc. Ce qui montre que l'idée que quelque chose ressemblant à du socialisme puisse exister dans un contexte colonial et raciste est une idée fausse. Le kibboutz a été un instrument de conquête à caractère raciste.

### **Les responsabilités de la « gauche » sioniste**

Pendant longtemps, jusqu'après 1967, l'opinion française a eu en tête l'image de ces pauvres Israéliens entourés d'un monde maléfique qui voulait les détruire, l'image d'une gauche sioniste qui a construit le pays, etc.

Mais il n'y a pas un seul crime contre les Palestiniens dans lequel ce qu'on appelle improprement la « gauche » sioniste n'ait pas été complètement compromise.

En 1948, la Nakba c'est Ben Gourion, et le plan prémédité d'expulsion de tous les Palestiniens, c'est la gauche sioniste au pouvoir.

En 1956, l'attaque contre l'Égypte, c'est Moshé Dayan, ministre travailliste.

En 1967 on a cru - et moi qui avais 16 ans je l'ai cru aussi - qu'Israël était menacé de destruction, mais on sait aujourd'hui que c'était une guerre préméditée et asymétrique.

La colonisation de la Cisjordanie qui débute en 1967, c'est une décision des travaillistes, pas de l'extrême-droite religieuse.

C'est Lévi Eshkol, premier ministre (1963-1969) et Yigal Allon, ministre des territoires, qui dressent les plans de colonisation (vallée du Jourdain, bloc de colonies). Comme ils ne disposent pas de colons pour cela, ils font appel au seul courant religieux qui était sioniste qu'ils vont envoyer là-bas avec des millions de shekels. Aujourd'hui les colons sont 750 000 et forment environ 12 % de la population juive israélienne, la moitié de l'armée et la moitié du gouvernement. Ce sont les travaillistes qui ont créé ce mouvement national religieux qui constitue l'extrême-droite sioniste, qui explique que Dieu a donné cette terre aux juifs et qu'il faut en expulser les Arabes.

La construction du mur de séparation, c'est le secrétaire du parti travailliste.

La première attaque contre Gaza en 2008 (Plomb durci), c'est Ehud Barak, ministre travailliste, qui était très raciste envers les Palestiniens.

L'attaque contre le Liban en 2006, c'est Amir Peretz, ministre travailliste de la défense.

Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui en Israël sont bien plus proches de ceux qui ont commis le génocide nazi que de ceux qui l'ont subi.

À l'intérieur du sionisme, il n'y a pas d'alternative de gauche. Si on doit penser la paix, on ne peut pas le faire à l'intérieur du système sioniste ; de même qu'en Afrique du Sud, on ne pouvait pas penser la paix au sein de l'apartheid. Avec le sionisme, il faudra une rupture claire.

### **L'alliance avec la droite sioniste**

Parlons aussi de la droite sioniste, car ce sont des choses peu connues.

Le fondateur de la droite sioniste, Vladimir Jabotinsky (1880-1940), était complètement issu du fascisme. Il a protégé l'organisateur des grands pogroms antisémites de 1920 en Ukraine menés par les opposants ukrainiens aux Bolchéviques (environ 40 000 morts), il a été un admirateur de l'Italie fasciste, il préconisait l'emploi de la force pour imposer le sionisme en Palestine (par une « Muraille d'acier », l'armée juive).



Issu de ce courant révisionniste sioniste, il y a eu le groupe Stern qui, à partir de 1939 quand la Grande-Bretagne, après la grande révolte palestinienne de 1936, arrête l'immigration juive, a commencé les attentats contre les Britanniques. Ces sionistes vont tuer des soldats anglais (dont le haut représentant britannique en Égypte en 1944) en pleine guerre contre les nazis, alors qu'il y avait déjà des millions de morts dans les camps d'extermination !

Ces gens sont clairement des collabos - Israël a été dirigé pendant neuf ans (de 1983 à 1984 et de 1986 à 1992) par Yitzhak Shamir qui était un collabo. En 1946, ils ont fait sauter l'hôtel King David à Jérusalem, siège des autorités britanniques (91 morts européens et palestiniens) ; le 9 avril 1948, ce sera le massacre de 150 Palestiniens du village de Deir Yassin près de Jérusalem par l'Irgoun de Menahem Begin (à l'issue duquel des intellectuels juifs comme Albert Einstein et Hannah Arendt assimilèrent le mouvement de Begin au fascisme).

Depuis la victoire de Begin en 1977, quasiment tous les dirigeants israéliens se réclament de Jabotinsky. Ce sont les partisans de ces gens-là qui sont aujourd'hui au pouvoir.

La gauche sioniste a-t-elle été plus innocente vis-à-vis du nazisme ? Hélas non.

En 1933, quand Hitler prend le pouvoir, Ben Gourion, qui dirige l'Agence juive en Palestine, signe avec les autorités nazies des accords de transfert qui permettent aux juifs allemands de partir en Palestine avec leurs biens et leur argent, à condition qu'ils achètent des marchandises allemandes - ce qui fait que la micro société juive de Palestine ne consommait que des produits allemands (voitures Mercedes, Opel, etc.). Évidemment, ces accords ont brisé le boycott de l'Allemagne, à une époque où l'écrasante majorité des juifs du monde entier s'engageait contre le nazisme (par exemple dans les Brigades internationales en Espagne). Même après la guerre, Ben Gourion négociera avec l'Allemagne fédérale l'indemnisation des Juifs européens victimes du nazisme et surtout l'alimentation en marks de l'État d'Israël (le signataire de ces accords côté allemand n'était autre que l'auteur des lois raciales de Nuremberg !) ; ça ne dérangeait pas les dirigeants israéliens de négocier avec d'anciens nazis pour obtenir des réparations...

On ne comprend pas la situation actuelle si on ignore cet arrière-plan historique.

Ceux qui gouvernent Israël - et je dirais même une bonne partie de la population - ne sont pas les héritiers des six millions de morts et du peuple assassiné. Le Yiddishland, cet immense territoire entre la mer Noire et la mer Baltique a disparu, il était impossible de le reconstruire après.

### **L'Occident s'est défaussé sur les Palestiniens de sa culpabilité**

Est-ce que la complicité actuelle des gouvernements occidentaux avec Israël repose sur le remords ?

Il est évident qu'une partie importante de la société française a une responsabilité dans la déportation et l'extermination de 115 000 juifs français. La rafle du Vel d'Hiv est une affaire française. La société française est grandement coupable, l'antisémitisme en France a été hégémonique, même chez des gens célèbres comme le général de Gaulle ou le commandant Cousteau, et à l'Académie française, avant mais aussi après la Seconde Guerre mondiale, on trouve des antisémites pathologiques.

Est-ce que c'est par culpabilité que ces sociétés sont devenues pro-israéliennes ? Non. En 1945, il y a plusieurs centaines de milliers de juifs d'Europe de l'Est qui ne peuvent plus retourner en Pologne, en Hongrie, en Roumanie (tout est détruit et l'antisémitisme persiste) et qui demandent des passeports pour l'Angleterre, la France ou les États-Unis. On leur répond non, on leur dit : maintenant que vous avez un pays, partez !

Derrière la création de l'État d'Israël, il y a eu le fait que le monde européen où avait sévi l'antisémitisme s'est défaussé de sa culpabilité majeure sur le dos du peuple palestinien qui n'y était strictement pour rien.

On ne s'est pas du tout préoccupé du fait qu'il y avait déjà d'autres personnes en Palestine et qu'en créant cet État on vidait la population de cet autre peuple qui vivait là depuis des siècles.

### La nouvelle alliance entre sionistes et antisémites

Aujourd'hui l'antisémitisme décomplexé existe toujours à l'extrême droite ; il y a eu aussi un négationnisme à l'ultra gauche. Mais aujourd'hui ce qui frappe surtout, c'est que là où les antisémites existent de façon structurelle, ils sont tous pro-israéliens.

Tous les partis d'Europe de l'Est qui sont les descendants de ceux qui ont participé à l'extermination des juifs au côté des nazis, sont devenus pro israéliens. En Hongrie, Viktor Orban réhabilite le régime fasciste et antisémite de l'amiral Horthy (1920-1944) tout en étant le meilleur ami de Netanyahou qui le soutient dans sa campagne contre le financier juif humaniste Georges Soros. Tous les dirigeants de l'extrême-droite européenne (France, Autriche, Hollande, Flandre, etc.) ont fait le voyage en Israël à l'invitation de Libermann, ministre nationaliste violemment anti-arabe. Ce n'est pas surprenant car ils appartiennent tous au même courant politique et ils ont les mêmes valeurs suprémacistes. Depuis que le sionisme est passé - et c'était prévisible - de la théorie de la séparation à la suprématie de la race blanche, les antisémites européens se reconnaissent en lui. P. S.

### Dialogue avec la salle

*Question : Qu'est-ce qui explique l'indulgence actuelle des dirigeants occidentaux à l'égard du pouvoir israélien ?*

Pierre Stambul : Israël est aujourd'hui quasiment le seul exemple mondial de reconquête coloniale, c'est ce qui l'a rendu populaire auprès des dirigeants occidentaux. En considérant les Israéliens comme des colons européens au Proche-Orient, ces dirigeants prenaient en quelque sorte leur revanche sur les indépendances d'Afrique et d'Asie, et de façon spectaculaire : alors que, pour reconquérir leurs positions perdues, les Européens ont dû passer par plusieurs étapes successives (post-colonialisme, néo-colonialisme), Israël colonise directement et sans complexe. C'est aussi un exemple de la manière de surveiller, d'enfermer et d'asservir un peuple ; en ce sens Israël est devenu un véritable laboratoire mondial (voyez ce qui se passe à Gaza).

Il ne faut pas limiter le sionisme au nationalisme et au colonialisme, c'est plus que cela. Le roman national sioniste repose sur la vaste mystification historique de l'exil et du retour. Pour tenir le Moyen-Orient, les États-Unis, et plus généralement les pays occidentaux, ont besoin d'Israël et des États féodaux patriarcaux du Golfe. Le sionisme, c'est une idéologie qui a réussi à s'adapter à des environnements très différents - les grands empires européens à sa fondation en Europe, puis la décadence de l'Empire ottoman, la déclaration Balfour, le mandat britannique, le génocide nazi, la guerre contre les Anglais. Les Israéliens sont parvenus à être incontournables. L'aspect reconquête coloniale et l'aspect laboratoire militaire sont très importants dans la réalité israélienne (voyez le film israélien *The Lab*, où l'argument d'Israël pour vendre des armes sophistiquées est qu'il les a expérimentées avec succès sur les Palestiniens...).

### « En Israël les barrières morales se sont écroulées »

*Qu'est-ce que le public israélien sait des contradictions et des mensonges que les autorités disent sur son histoire ?*

Les Israéliens sont éduqués dans l'idéologie sioniste depuis leur enfance, avec l'idée que les Arabes veulent les détruire. Mais il ne faut pas confondre le sort de l'État et celui de la population. Les antisionistes veulent certes la fin de l'État sioniste, car pour nous l'État d'Israël est illégitime : on ne peut pas séparer sa création de la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire l'expulsion inacceptable de 800 000 Palestiniens. Mais même un enfant né d'un viol a droit à l'existence, donc les juifs israéliens doivent pouvoir rester en Palestine, à condition de vivre ensemble avec les Palestiniens dans l'égalité des droits. De même, ce qui a permis aux blancs sud-africains de rester dans le pays, ce

n'est pas le maintien de l'apartheid mais au contraire sa disparition avec le principe « une personne égale une voix ». Sinon, à terme, ils auraient dû partir.

Aujourd'hui en Israël, il y a un gouvernement qui est sur la même ligne que l'OAS pendant la guerre d'Algérie. Qu'est-ce qui a fait que les Français d'Algérie ont dû partir ? Le fait qu'il n'y ait pas eu chez eux un courant important favorable à l'indépendance, prêt à négocier le maintien de la population française. Que le seul courant à s'exprimer ait été l'OAS fasciste a abouti au départ de la majorité des Français d'Algérie.

Donc nous sommes pour le maintien des juifs israéliens mais contre le maintien de l'État d'Israël en tant qu'État juif et État d'apartheid.

En Israël, les opposants au colonialisme sont très peu nombreux. Depuis 2015, le troisième parti à la Knesset est la Liste unique, une alliance de quatre grands partis palestiniens israéliens, qui a obtenu 70 % des voix chez les Palestiniens d'Israël mais seulement 2 à 3 % chez les juifs israéliens. C'est le seul parti clairement non sioniste ou antisioniste, et dont les dirigeants - y compris les députés - sont souvent violemment réprimés.

Il y a quand même des Israéliens anticolonialistes très courageux. Citons notamment les extraordinaires journalistes de Haaretz Amira Hass et Gideon Lévy, qui essaient de sensibiliser le public israélien aux réalités de la vie et des souffrances des Palestiniens. L'opposition vient aussi de quelques personnes remarquables comme Michel Warschawski, Nurit Peled ou Shlomo Sand.

Les Israéliens ne sont donc pas mal informés, mais la plupart se soucient peu du sort des Palestiniens, car en Israël les barrières morales se sont écroulées. Une part non négligeable de la population souscrit à la même idéologie suprémaciste blanche que le Ku Klux Klan aux États-Unis, considérant que les Palestiniens sont des inférieurs, des intrus qui n'ont pas leur place en Palestine et qu'il faut éliminer.

L'éducation en Israël est un vrai problème. On apprend aux jeunes une histoire folle. À l'université d'histoire de Tel Aviv, il y a deux départements : le département d'histoire universelle et le département d'histoire juive, qui enseigne que Dieu a donné la Palestine aux Juifs et que c'est le sionisme qui reconstituera le grand royaume juif. Le problème c'est que c'est le département d'histoire juive qui fait les programmes scolaires, et que si les élèves ne répètent pas cette « vérité » imposée, ils ne peuvent pas avoir leur bac... On a donc un enseignement vicié au départ.

Il faut aussi se demander ce que ça veut dire devenir dissident dans la société israélienne. Cela implique souvent des ruptures familiales très douloureuses.

Israël est une société malade, qui a perdu ses valeurs morales et qui ne se reformera pas d'elle-même. D'où l'intérêt de la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) qui vise non pas à faire s'écrouler l'économie israélienne - ce serait trop ambitieux -, mais au moins à casser l'image d'Israël. Les 15 % de juifs israéliens qui vivent hors d'Israël sont très sensibles à l'opinion internationale ainsi qu'à l'opinion juive mondiale.

### **Les sionistes méprisent les juifs orientaux**

*Quelles sont les relations entre juifs ashkénazes et juifs sépharades ?*

Le sionisme est une idéologie qui est née et s'est développée en Europe, et ce sont les juifs ashkénazes qui ont créé Israël. Jusqu'en 1948, très peu de juifs du monde arabe soutenaient le sionisme.

Les ashkénazes méprisaient beaucoup les sépharades (qu'ils appelaient les « Noirs »). Il y a eu plusieurs scandales racistes en Israël au détriment des juifs orientaux.

Dans les années 1950-1960, les enfants juifs qui arrivaient du Maroc étaient réputés avoir la teigne (infection du cuir chevelu), et on a expérimenté sur eux des surdoses très importantes de rayons X. Il y a eu plusieurs milliers de

morts et il y a encore des gens qui meurent ou qui souffrent de lourdes séquelles, alors qu'on connaissait déjà parfaitement le problème des surdoses d'irradiation.

Le deuxième grand scandale, qui continue, est celui des juifs yéménites, issus de tribus arabes converties au judaïsme il y a plus de 2 000 ans. D'après leurs croyances, le Messie devait venir les chercher sur des ailes. Alors les Israéliens sont arrivés avec des avions et ils ont évacué en trois semaines une communauté vieille de 2 000 ans. Il n'est pas étonnant que l'assassin de Rabin soit un Yéménite : quand vous privez les gens de leur langue, de leur culture, de leurs terres, de leur cuisine, vous en faites des fascistes. De plus, les femmes yéménites avaient la réputation de beaucoup procréer. Aussi très souvent dans les maternités, on leur disait que leur bébé était mort et on refusait de leur montrer le corps (ça ressemble beaucoup au scandale de l'époque franquiste qui a été révélé récemment en Espagne). On sait maintenant que plusieurs milliers de bébés yéménites ont été adoptés par de riches familles ashkénazes ou par des juifs américains...

Troisième grand scandale : la stérilisation des femmes juives falachas, parce que les Noirs font désordre dans une société de plus en plus raciste.

Ce racisme vient du fait qu'Israël, dans les années 1950, après avoir chassé la plupart des Palestiniens, s'est retrouvé sans prolétariat. Le gouvernement a dû monter une campagne pour faire venir des juifs extérieurs, en particulier du monde arabe. Au Maroc, avec la complicité du roi Hassan II, des propagandistes sionistes ont incité les élèves à la sortie des écoles à partir en Israël. L'écrasante majorité de la population juive marocaine a rejoint Israël ; aujourd'hui ce sont des sous-prolétaires, soumis à une forte ségrégation y compris pour l'habitat (les juifs arabes ont été mis dans les villes du désert, au prétexte qu'ils ne seraient pas dépaysés...).

Des juifs orientaux se sont révoltés au sein du mouvement des Panthères noires (il y a eu des morts), puis le mouvement a été écrasé, et par réaction vis-à-vis des juifs européens nantis des grandes villes, ces juifs déshérités se sont tournés vers les partis de droite et d'extrême-droite après l'arrivée de Bégin au pouvoir en 1977. Le parti sépharade ultra-orthodoxe Shass, qui a fait jusqu'à 8 % des voix, est d'un racisme totalement décomplexé, pas seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre les Noirs, etc. Parmi les colons il y a beaucoup de juifs russes, et la majorité des juifs français qui ont récemment émigré en Israël sont des colons.

Une seule solution : le vivre-ensemble dans l'égalité des droits

*Quelle pourrait être l'issue du conflit ?*

Ceux qui imaginent qu'on peut faire la paix en occultant la question des réfugiés palestiniens et celle du droit au retour se trompent complètement.

L'acte fondateur du conflit est l'expulsion des Palestiniens de leur propre pays. Ils ont aussi subi les avanies des pays arabes voisins (Égypte, Liban, Jordanie). Le désordre actuel du monde arabe est négatif pour les Palestiniens : la contre révolution en Égypte, l'évolution pro-israélienne du régime saoudien.

À l'UJFP et au mouvement BDS, nous agissons sur la question du droit. Que demandent les Palestiniens en lançant BDS ? Ils ne veulent pas un, deux ou plusieurs États ; ils demandent trois choses :

- 1) la liberté, c'est-à-dire la fin de l'occupation et de la colonisation, la destruction du mur de séparation, la libération des prisonniers politiques, la levée du blocus de Gaza
- 2) l'égalité, surtout pour les grands oubliés des accords d'Oslo, les Palestiniens d'Israël qui subissent la discrimination et l'apartheid ;
- 3) la justice, en particulier le droit au retour des réfugiés.

En demandant cela, ils sont sur la même position que Nelson Mandela en Afrique du Sud. Trois ans avant la chute

de l'apartheid, Mandela a été démarché en prison par les hommes de Frédéric de Klerk (dernier président blanc de la république sud-africaine), qui lui ont fait la proposition suivante : on vous libère, on accorde l'indépendance à trois bantoustans (dont le Transkei dont vous serez président), vous entrez à l'ONU et on signe la paix.

Mandela a refusé, ne voulant pas transiger sur trois principes : la reconnaissance de l'apartheid comme un crime, le principe « une personne = une voix » et l'Afrique du Sud une et indivisible.

Si on transpose ce cas à la question israélo-palestinienne, il y a plusieurs choses non négociables : la Nakba a été un crime, l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur propre pays était illégitime. Il ne peut y avoir de paix sans la reconnaissance et la réparation de ce crime fondateur.

Le jour où un dirigeant israélien admettra que la Nakba a été un crime - comme Willy Brandt s'agenouillant à Auschwitz - alors les choses se débloquent. On a beaucoup encensé Yitzhak Rabin, mais dans les vingt-six mois qui se sont déroulés entre la signature des accords d'Oslo et son assassinat, il a installé 60 000 nouveaux colons. La paix, c'est d'abord la reconnaissance du crime fondateur, et ensuite la recherche du meilleur moyen de le réparer.

À l'UJFP, nous pensons qu'il n'y a pas d'alternative au vivre-ensemble dans l'égalité des droits. Peut-être que ce qu'on voit un peu partout, les horreurs qui sont faites aux migrants, aux sans-papiers, le racisme qui se développe, cela vient de la disparition progressive de la solidarité et de l'égalité. C'est pourquoi je ne pense pas qu'il puisse y avoir la paix avec le maintien d'un État juif.

Prenons la question des Roms. Il n'y a pas plus discriminés aujourd'hui en Europe que les Roms. Imaginez que chez les Roms, il y ait un courant de type sioniste qui demande la création d'un État rom. Où le faire ? En Inde parce que les Roms sont partis de là il y a plus de mille ans ? En Roumanie puisque c'est là qu'ils ont été les plus nombreux ? Où que ce soit, s'ils veulent créer un État, ce sera la guerre. Pour les Roms, y a-t-il une alternative à l'égalité des droits ? C'est la seule solution, aussi difficile soit-elle.

Pour les Palestiniens, c'est la même chose. Lors de notre voyage à Gaza il y a deux ans, nous avons interrogé les Palestiniens sur ce qu'ils souhaitaient. À la proposition « un ou deux États ? », ils répondaient qu'aucune formule n'irait tant qu'on ne résoudrait pas le problème des réfugiés.

À la question : « Pourriez-vous vivre avec les Juifs ? », les plus anciens qui avaient connu des Juifs au temps de la Nakba, ou qui avaient travaillé en Israël ensuite, reconnaissent qu'ils avaient été exploités mais qu'il y avait quand même eu des rapports humains, donc bien sûr qu'ils pourraient vivre avec eux. Mais les plus jeunes, qui ne connaissent des Israéliens que les soldats, les avions, les chars et les missiles, et qui n'ont jamais vu un Juif du fait de la séparation imposée par Israël, comment peut-on leur poser une telle question ? À mon avis, la pire chose qui soit arrivée à la Palestine, c'est le processus d'Oslo, tant sur la perspective que sur la destruction de la société et de l'unité palestiniennes.

Aujourd'hui, toutes les solutions avancées sont impossibles.

Deux États ? La frontière n'existe plus et les territoires palestiniens sont morcelés.

Un État laïc et démocratique ? C'est impossible dans l'état actuel de l'opinion israélienne. Tout est bloqué parce qu'Israël n'est jamais puni et qu'il peut faire ce qu'il veut. Le jour où cet État sera sanctionné, comme n'importe quel autre État, on trouvera sans aucun doute en Israël beaucoup plus de forces disposées à accepter une solution raisonnable.

L'idée sioniste originelle, qui était un État juif homogène, a existé en gros entre 1948 et 1967, où il y avait 15 à 20 % de Palestiniens, une minorité « digérable » à qui on aurait pu donner le droit de vote. Au lieu de cela, on a maintenu les Palestiniens dix ans sous couvre-feu, on a confisqué leurs terres et on a réprimé leurs révoltes dans le sang. Les

Palestiniens d'Israël continuent de vivre une situation de ségrégation. Maintenant on n'est plus dans le projet sioniste originel, puisqu'entre la Méditerranée et le Jourdain, il y a 50 % de juifs israéliens et 50 % de Palestiniens, avec un véritable apartheid et une lutte anti apartheid sur un espace unique.

Aucun des quatre projets n'a d'avenir : ni deux États, ni un État unique dans la situation actuelle, ni le projet sioniste originel, ni l'apartheid qui est en route. Il faut se demander si au XXI<sup>e</sup> siècle, ce qui a duré une cinquantaine d'années dans le sud des États-Unis et 50 ans en Afrique du Sud, peut durer éternellement en Israël. Je pense que non.

Aujourd'hui c'est l'apartheid qui est en marche. Gaza est un camp de concentration à ciel fermé, la Cisjordanie est un mélange du bantoustan sud-africain et de réserve indienne.

### **L'omerta des dirigeants chrétiens reflète leur malaise**

*Pourquoi les Églises chrétiennes font-elles la sourde oreille aux appels de détresse des chrétiens palestiniens, comme ceux de Sabeel ?*

Les chrétiens de Palestine, et en général les chrétiens d'Orient, ont joué un grand rôle dans les mouvements de solidarité. À Gaza, où moins de 1 % de la population est chrétienne, le jour de Noël est férié ; il y a une vraie complémentarité entre les chrétiens et les musulmans.

Cette espèce de surdité en Europe vient aussi de contentieux qui n'ont pas été réglés vis-à-vis du judaïsme.

Si le christianisme européen avait fait un travail en profondeur sur son antijudaïsme, le discours aux juifs en 1945 aurait été le suivant : on a été injuste envers vous, maintenant on veut réparer et on vous propose l'égalité des droits, l'émancipation et la lutte contre toute forme d'antisémitisme. Mais en réalité on leur a dit : maintenant que vous avez un pays, vous partez quand vous voulez.

Ce n'est pas faire amende honorable, ni une réflexion de fond sur le rôle du christianisme vis-à-vis du judaïsme. Les chrétiens d'Orient subissent de plein fouet ce manque de lucidité et de courage du christianisme européen et occidental.

Ce qui est terrible, et qui concerne tous les dirigeants et pas seulement les autorités religieuses, c'est que tous ceux qui vont en Israël-Palestine savent ce qui s'y passe. Les diplomates envoient régulièrement des rapports très documentés sur la situation. Mais il y a une omerta chez les dirigeants civils et religieux européens, qui ne veulent pas tirer les conséquences d'un système criminel, qui n'est pas seulement criminel vis-à-vis des Palestiniens mais aussi suicidaire pour les juifs.

Je compare ce système criminel à d'autres entreprises coloniales qui ont pensé à tort qu'elles étaient éternelles. Même chez les protestants, qui ont pourtant une histoire illustre de la solidarité internationale et de la justice (sauvetage d'enfants juifs pendant la guerre, etc.), on constate cette omerta.

### **Les religieux antisionistes ont été achetés**

*Qu'en est-il des religieux juifs qui étaient antisionistes ?*

Les juifs antisionistes ont été achetés par le gouvernement israélien, comme les loubavitch qui au commencement étaient très antisionistes, et qui sont aujourd'hui le fer de lance de la colonisation.

Tout ça pour des questions d'argent et de vanité. Quand en 1967 les travaillistes ont voulu coloniser la Cisjordanie,

ils ont dû faire appel aux sionistes religieux, puis les autres ont suivi car on leur offrait gratuitement des terres, des routes, des villes aux beaux noms bibliques, etc.

Il reste encore aujourd'hui un petit noyau courageux de religieux antisionistes, comme les Rabbins pour la paix (fondés par Max Warschawski, ancien grand rabbin de Strasbourg et père de Michel Warschawski, journaliste et militant pacifiste de gauche israélien, cofondateur et président du Centre d'information alternative de Jérusalem) et chez les Haredim. Mais ceux qui restent vivent plutôt en Amérique.

### **La résistance non violente a besoin de notre solidarité**

*Que penser de la résistance pacifique des Palestiniens ?*

Pour eux c'est plus une nécessité qu'un choix. Et le pacifisme est d'un seul côté, pas du côté israélien !

Pour que cette démarche fonctionne, il faudrait qu'elle ait du répondant chez nous, en Occident. En Palestine, on nous a souvent dit que cette guerre est née de l'extérieur, qu'elle vient de la décision de l'ONU de couper en deux la Palestine et d'accepter qu'Israël viole toutes les décisions internationales, à commencer par la plus fondamentale, le droit au retour des réfugiés. Les Palestiniens disent que pour s'en sortir, il faut deux choses : leur résistance-résilience à eux, et notre solidarité à nous Occidentaux.

Du point de vue de la résilience, les Palestiniens font des choses fantastiques. Même sous les bombes, à Gaza comme en Cisjordanie, ils continuent de cultiver la terre, de s'éduquer, de vivre. Mais jusque quand cela sera-t-il possible ?

Nous devons nous souvenir que si les dirigeants occidentaux agissent de la sorte, ce n'est pas par manque d'information, mais parce qu'ils considèrent Israël comme leur pays de domination, de reconquête coloniale, de surveillance des populations jugées dangereuses, de racisme décomplexé, etc.

Donc c'est nous, citoyens des sociétés occidentales, qui devons imposer un changement politique par un puissant mouvement d'opinion. On est en pleine contradiction : tous les sondages indiquent que pour une forte majorité de Français, la responsabilité de cette guerre pèse sur Israël et que la France devrait sanctionner Israël. Il faut donc pouvoir changer la politique illégitime de nos dirigeants.

---

[1] Ancien coprésident de l'UJFP

[2] Notre site web [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org), notre page Facebook et notre compte Twitter sont très visités et appréciés.

[3] Voir l'article sur le site de l'UJFP : [www.ujfp.org/spip.php?article5296](http://www.ujfp.org/spip.php?article5296)